Budget rectificatif 6/2021: doses supplémentaires de vaccin en faveur des pays à revenu faible et à revenuintermédiaire de la tranche inférieure, renforcement du MPCU et autres ajustements desdépenses et des recettes

2021/0326(BUD) - 24/11/2021 - Texte budgétaire adopté du Parlement

Le Parlement européen a adopté par 623 voix pour, 27 contre et 38 abstentions, une résolution relative à la position du Conseil sur le projet de budget rectificatif n° 6/2021 de l'Union européenne pour l'exercice 2021 - Doses supplémentaires de vaccin en faveur des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, renforcement du MPCU et autres ajustements des dépenses et des recettes.

Le Parlement a approuvé la position du Conseil sur le projet de budget rectificatif n° 6/2021. Il s'est félicité de la proposition de **garantir le financement des 200 millions de doses de vaccin contre la COVID-19 supplémentaires** promises par la présidente de la Commission dans son discours sur l'état de l'Union ainsi que leur fourniture d'urgence à des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure

Le Parlement avait plaidé énergiquement pour **l'accélération de la campagne de vaccination au niveau mondial**, notamment lors de sa lecture relative au budget de l'Union pour l'exercice 2022.

Pour rappel, le projet de budget rectificatif n° 6/2021 couvre en particulier :

- le renforcement de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale Europe dans le monde, à hauteur de **450 millions d'EUR** en crédits d'engagement et en crédits de paiement dans le contexte de la réponse sanitaire mondiale à la COVID-19 afin de faire don de doses supplémentaires de vaccin contre la COVID-19 aux pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure d'ici le milieu de l'année prochaine.
- le renforcement du mécanisme de protection civile de l'Union (MPCU/rescEU) à hauteur de **57,8 millions d'EUR** en crédits d'engagement afin de fournir un financement supplémentaire pour couvrir les nouvelles situations d'urgence, y compris les vols de rapatriement depuis l'Afghanistan, la réponse de l'Union en Haïti à la suite du récent tremblement de terre et la lutte contre les incendies de forêt dont les coûts dépassent les disponibilités existantes jusqu'à la fin de l'année;
- le relèvement du niveau des crédits d'engagement sur la ligne budgétaire relative aux accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) pour un montant de **3,5 millions d'EUR**, compte tenu des besoins budgétaires actualisés à la suite de l'achèvement des négociations relatives aux nouveaux protocoles avec les Îles Cook et la Mauritanie;
- l'actualisation du volet des recettes du budget afin de tenir compte des estimations révisées de la ressource propre fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés.